



Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental**

La Directrice

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs
départementaux**

Paris, le 28 mars 2019

Dossier suivi par

Julie Reynaud – Tél : 01 53 91 21 71
julie.reynaud@cnsa.fr

Référence : CNSA/DR n° 2019- 062902

Objet : Notification initiale des concours nationaux pour l'année 2019 :

- **Concours correspondant au forfait autonomie (FA)**
- **Concours correspondant aux autres actions de prévention (AAP)**

P.J. : 2 pièces jointes (tableaux) :

- . Concours AAP 2019 / Prévisionnel (P.J.1)
- . Concours FA 2019 / Prévisionnel (P.J.2)

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France

**Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la
DGFIP**

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

La présente notification a tout d'abord pour objet de préciser les conditions de versement par la CNSA des deux concours nationaux relatifs à la conférence des financeurs et de leurs acomptes en référence à l'arrêté du 21 février 2019.

Elle précise également les informations sur la transmission des éléments nécessaires au calcul des soldes au titre de 2019.

1- Modalités de calcul et versement des acomptes¹

1-1. Montant des concours et des acomptes

- Les montants annuels des deux concours sont fixés par un arrêté annuel². Les articles R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles fixent les modalités de calcul et de versement des deux concours.
- Ils sont répartis entre les départements/métropoles de la façon suivante :
 - L'enveloppe globale affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du nombre de personnes âgées de 60 ans et plus : **140 M€** pour 2019 ;
 - Le concours au titre du forfait autonomie est réparti en fonction du nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie : **40 M€** pour 2019.
- Les deux concours sont chacun notifiés au plus tard le 31 mars de l'année et font l'objet au plus tard à cette date d'un acompte de **70 %** de leur montant annuel.
- Chacune des enveloppes constitue un montant maximal, qui est éventuellement diminué des crédits non utilisés au titre d'un précédent exercice.

Il est à noter que les dispositions du concours correspondant au forfait autonomie ne sont pas applicables aux départements et collectivités d'outre-mer.

Les tableaux de répartition et les échéanciers d'acomptes des concours prévisionnels figurent en P.J.1 et 2.

1-2. Calcul des soldes 2019

Lorsque les crédits attribués au titre d'un exercice précédent n'ont pas été utilisés par un département, une régularisation est effectuée en prélevant les sommes nécessaires sur le montant du concours de l'exercice en cours alloué à ce département, après répartition. Ainsi, les soldes du concours 2019 des départements éventuellement concernés seront réduits selon la consommation effective des crédits en 2018, transmise au 30 juin 2019.

Ainsi, le versement du solde de chaque département dépend :

- **du critère de répartition** de chacune des deux enveloppes (cf. § 1-1)
- **des dépenses éligibles aux concours, engagées en 2018.**

En effet, **pour les dépenses 2018, comme pour l'année précédente, il a été décidé de retenir les dépenses engagées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018** pour les actions éligibles aux concours forfait autonomie et autres actions de prévention.

→ Les dépenses engagées sont déterminées en considérant la notion suivante de l'engagement juridique : **l'engagement juridique** est l'acte par lequel un organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge financière. Cette obligation résulte notamment d'un contrat, d'un marché, d'une convention, d'une lettre de commande, d'un acte de vente, d'une délibération, d'un texte juridique... Il est saisi dans la comptabilité d'engagement pour son montant total et fera l'objet éventuellement de mandatements successifs.

Le versement des deux soldes sera effectué au 30 septembre du même exercice que l'acompte (2019), sous réserve que le département ou la métropole ait communiqué les documents dans les délais mentionnés au point 2. Dans le cas contraire, la CNSA suspendra le versement du solde concerné jusqu'à ce que le département ait envoyé les documents.

¹ Articles L14-10-10 et R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles

² Arrêté du 21 février 2019

1-3. Valorisation des dépenses d'ingénierie pour l'année 2018 et pour l'année 2019.

Comme indiqué dans les notes de la CNSA disponibles sur l'espace de travail partagé de la conférence, **sont éligibles, à titre exceptionnel, les dépenses liées aux frais d'ingénierie des conférences au titre du concours « autres actions de prévention » 2018 et 2019** dans la mesure où elles contribuent de façon décisive à la mise en œuvre des programmes de prévention, **sous réserve du respect des conditions suivantes** :

- Elles ne dépassent pas 10% des dépenses engagées pour le financement des actions de prévention au titre d'un exercice ;
- Elles sont plafonnées à 60 000 €/exercice.

Pour mémoire, les dépenses d'ingénierie s'entendent comme des dépenses liées à la mobilisation d'une ressource en interne au conseil départemental (valorisation du temps dédié au fonctionnement de la conférence) et/ou en externe (recours à de la prestation externe), notamment conception du programme coordonné, pilotage des actions, suivi administratif et évaluation, etc.

Le rapport d'activité 2018 de la conférence des financeurs permettra de préciser le montant consacré à ces dépenses, notamment dans une ligne dédiée de l'état récapitulatif des dépenses.

2- Transmission des documents à la CNSA

2-1. Données à transmettre à la CNSA

En vertu de l'article R14-10-42-6, et à l'instar des concours APA et PCH, les départements communiquent à la CNSA **au 30 juin un état récapitulatif des dépenses** correspondant aux actions prévues aux 1°, 4° et 6° de l'article L. 233-1³ et celles exposées pour des actions prévues au 2° du même article réalisées par le département au titre de la conférence des financeurs. Ils communiquent également le rapport d'activité et les données nécessaires au suivi de l'activité de la conférence des financeurs (articles R14-10-42-5 et R233-19).

En cas d'incohérences constatées sur les données par la CNSA, la limite de retour des données corrigées par le département est fixée au 31 août 2019 (article R14-10-42-5).

Pour votre information, de par **l'arrêté du 21 décembre 2016** relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 52 des départements et de leurs établissements publics administratifs, trois rubriques ont été créées au sein de la sous-fonction « 53 - Personnes âgées » :

- 531 Forfait autonomie
- 532 Autres actions de prévention
- 538 Autres

L'instruction budgétaire et comptable M. 57 (utilisée notamment par la Guyane, la Martinique et la métropole de Lyon) est également modifiée par l'arrêté du 21 décembre 2016 avec la création des trois rubriques suivantes au sein de la sous-fonction « 423 Personnes âgées » :

- 4231 Forfait autonomie
- 4232 Autres actions de prévention
- 4238 Autres

Ces rubriques permettent aux départements de recenser les dépenses de l'exercice 2019 qui devront être déclarées en 2020 à la Caisse pour le calcul des deux concours conférence des financeurs.

De plus, pour la comptabilisation des concours par les départements (en recette), le compte 747814 « Dotation versée au titre de la Conférence des financeurs » est créé, ainsi que les deux subdivisions 7478141 « Part autonomie » et 7478142 « Part prévention ».

³ Décrets n°2016-209 et n°2016-210 du 26 février 2016

2-2. Modalités de transmission

- Cet état de dépense (cf. § 2-1) est inclus dans un fichier global comportant toutes les données à transmettre à la CNSA au titre de 2018.
- Un onglet spécifique à compléter est intitulé « 2-Etat des dépenses ». Ce fichier au format Excel est **disponible au téléchargement sur l'espace partagé de la conférence des financeurs** et sur demande à l'adresse : conferencedesfinanceurs@cnsa.fr. Un guide de remplissage est également disponible sur les mêmes modalités.

La transmission de l'état des dépenses par le département doit être effectuée par message électronique comportant le document Excel et sa version signée et scannée.

L'adresse électronique est racfppa@cnsa.fr

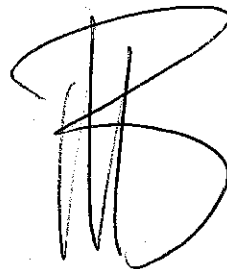
- **Les dépenses d'APA ne doivent pas être indiquées dans cet état mais dans l'état récapitulatif des dépenses d'APA.**

*La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le **site internet de la CNSA**, Rubrique « Compensation de la perte d'autonomie », « Financement des prestations ».*

Les documents sont également accessibles sur l'extranet avec votre code habituel, dans la rubrique « Groupes de travail », Thème « Infos CNSA », Titre « Notification initiale des concours 2019 conférence des financeurs ».

La direction des ressources de la CNSA est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

Anne BURSTIN



Concours autres actions de prévention 2019

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNÉES DISPONIBLES AU 31/12/2018

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention (arrêté du 21 février 2019)	140 000 000,00 €
Acomptes correspondant à 70% du montant, à verser au 31 mars (article R14-10-42-3 du CASF)	71 107 503,04 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-1 du CASF)

Formule : $Fd = A \times Pad / \Sigma Pad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

Pad = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Euros

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2018	100%	70%		
01 AIN	152 471	1 239 176,12	867 400,00		867 400,00
02 AISNE	142 577	1 158 764,71	811 100,00	25 334,24	785 765,76
03 ALLIER	115 011	934 727,81	654 300,00	186 985,55	467 314,45
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	54 206	440 547,91	308 400,00	100 523,29	207 876,71
05 HAUTES-ALPES	42 868	348 400,69	243 900,00		243 900,00
06 ALPES-MARITIMES	326 548	2 653 950,48	1 857 800,00	123 846,33	1 733 953,67
07 ARDÈCHE	103 227	838 955,82	587 300,00	37 906,21	549 393,79
08 ARDENNES	76 403	620 949,38	434 700,00		434 700,00
09 ARIÈGE	50 825	413 069,54	289 100,00	73 516,53	215 583,47
10 AUBE	86 485	702 888,72	492 000,00		492 000,00
11 AUDE	121 560	987 953,44	691 600,00	535 788,48	155 811,52
12 AVEYRON	96 130	781 276,44	546 900,00	289 318,79	247 581,21
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	529 983	4 307 325,83	3 015 100,00	2 049 825,34	965 274,66
14 CALVADOS	193 884	1 575 751,60	1 103 000,00		1 103 000,00
15 CANTAL	51 680	420 018,36	294 000,00		294 000,00
16 CHARENTE	113 605	923 300,84	646 300,00		646 300,00
17 CHARENTE MARITIME	224 001	1 820 521,21	1 274 400,00	750 279,41	524 120,59
18 CHER	98 364	799 432,81	559 600,00	167 096,71	392 503,29
19 CORRÈZE	82 395	669 648,11	468 800,00		468 800,00
20 COLLECTIVITE DE CORSE	100 587	817 499,77	572 200,00		572 200,00
21 CÔTE-D'OR	144 172	1 171 727,73	820 200,00	5 393,11	814 806,89
22 CÔTES-D'ARMOR	197 664	1 606 472,76	1 124 500,00		1 124 500,00
23 CREUSE	45 359	368 645,77	258 100,00		258 100,00
24 DORDOGNE	149 636	1 216 151,50	851 300,00	294 377,75	556 922,25
25 DOUBS	136 319	1 107 904,12	775 500,00		775 500,00
26 DRÔME	143 425	1 165 656,65	816 000,00	578 907,06	237 092,94
27 EURE	153 964	1 251 310,16	875 900,00		875 900,00
28 EURE-ET-LOIR	115 124	935 646,20	655 000,00	208 904,82	446 095,18
29 FINISTÈRE	268 782	2 184 469,41	1 529 100,00		1 529 100,00
30 GARD	220 460	1 791 742,48	1 254 200,00		1 254 200,00
31 HAUTE-GARONNE	294 953	2 397 168,73	1 678 000,00		1 678 000,00
32 GERS	66 321	539 010,04	377 300,00		377 300,00
33 GIRONDE	394 538	3 206 524,96	2 244 600,00		2 244 600,00
34 HÉRAULT	314 901	2 559 291,92	1 791 500,00	1 227 375,06	564 124,94
35 ILLE-ET-VILAINE	247 089	2 008 164,10	1 405 700,00	666 708,16	738 991,84
36 INDRE	77 136	626 906,68	438 800,00	395 656,97	43 143,03
37 INDRE ET LOIRE	169 178	1 374 958,76	962 500,00	818 984,95	143 515,05
38 ISÈRE	303 867	2 469 615,40	1 728 700,00	1 231 965,73	496 734,27
39 JURA	77 581	630 523,33	441 400,00		441 400,00
40 LANDES	130 120	1 057 523,05	740 300,00	35 021,96	705 278,04
41 LOIR-ET-CHER	103 253	839 167,13	587 400,00	493 209,89	94 190,11
42 LOIRE	214 959	1 747 034,25	1 222 900,00	203 598,78	1 019 301,22
43 HAUTE-LOIRE	70 168	570 275,72	399 200,00	195 774,93	203 425,07
44 LOIRE-ATLANTIQUE	332 824	2 704 957,35	1 893 500,00	494 490,17	1 399 009,83
45 LOIRET	175 639	1 427 469,19	999 200,00	274 850,85	724 349,15
46 LOT	64 182	521 625,76	365 100,00	292 099,69	73 000,31
47 LOT-ET-GARONNE	109 432	889 385,66	622 600,00		622 600,00
48 LOZÈRE	23 973	194 835,54	136 400,00	32 921,26	103 478,74
49 MAIN-ET-LOIRE	209 604	1 703 512,61	1 192 500,00	362 431,31	830 068,69
50 MANCHE	156 037	1 268 158,04	887 700,00	169 131,61	718 568,39
51 MARNE	144 190	1 171 874,02	820 300,00	205 372,39	614 927,61
52 HAUTE-MARNE	55 585	451 755,45	316 200,00	181 578,56	134 621,44
53 MAYENNE	86 220	700 734,99	490 500,00	154 195,56	336 304,44
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	185 454	1 507 238,54	1 055 100,00		1 055 100,00
55 MEUSE	55 299	449 431,04	314 600,00	116 268,09	198 331,91
56 MORBIHAN	233 165	1 894 999,70	1 326 500,00	478 848,00	847 652,00
57 MOSELLE	274 017	2 227 015,78	1 558 900,00	1 092 452,34	466 447,66
58 NIÈVRE	76 722	623 541,99	436 500,00	231,62	436 268,38
59 NORD	584 466	4 750 125,00	3 325 100,00	1 458 746,58	1 866 353,42
60 OISE	188 613	1 532 912,65	1 073 000,00		1 073 000,00
61 ORNE	93 102	756 667,01	529 700,00	64 973,17	464 726,83
62 PAS-DE-CALAIS	362 850	2 948 987,38	2 064 300,00	1 372 196,98	692 103,02
63 PUY-DE-DÔME	182 682	1 484 709,69	1 039 300,00		1 039 300,00
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	203 926	1 657 365,85	1 160 200,00		1 160 200,00
65 HAUTES-PYRÉNÉES	78 280	636 204,30	445 300,00	109 415,40	335 884,60
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	154 792	1 258 039,56	880 600,00	459 554,83	421 045,17
67 BAS-RHIN	273 645	2 223 992,42	1 556 800,00	383 745,74	1 173 054,28
68 HAUT-RHIN	198 243	1 611 178,46	1 127 800,00	545 313,70	582 486,30
69 RHÔNE	110 094	894 765,93	626 300,00	35 689,29	590 610,71
69 METROPOLE DE LYON	295 474	2 401 403,05	1 681 000,00		1 681 000,00

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2018	100%	70%		
70 HAUTE-SAÔNE	69 451	564 448,46	395 100,00		395 100,00
71 SAÔNE-ET-LOIRE	179 856	1 461 741,97	1 023 200,00		1 023 200,00
72 SARTHE	159 014	1 292 352,98	904 600,00	149 969,44	754 630,56
73 SAVOIE	115 957	942 416,23	659 700,00	69 562,60	590 137,40
74 HAUTE-SAVOIE	180 552	1 487 398,56	1 027 200,00	794 916,82	232 283,18
75 PARIS	479 829	3 899 709,70	2 729 800,00		2 729 800,00
76 SEINE-MARITIME	324 296	2 635 647,82	1 845 000,00		1 845 000,00
77 SEINE-ET-MARNE	279 089	2 268 237,39	1 587 800,00	829 117,54	758 682,46
78 YVELINES	313 710	2 549 612,32	1 784 700,00	792 620,67	992 079,33
79 DEUX-SÈVRES	111 612	907 103,15	635 000,00		635 000,00
80 SOMME	147 482	1 198 629,07	839 000,00	66 160,77	772 839,23
81 TARN	123 214	1 001 395,98	701 000,00	72 221,46	628 778,54
82 TARN-ET-GARONNE	74 176	602 849,90	422 000,00		422 000,00
83 VAR	345 765	2 810 132,62	1 967 100,00	1 416 928,24	550 171,76
84 VAUCLUSE	159 256	1 294 319,78	906 000,00		906 000,00
85 VENDEE	206 843	1 681 073,16	1 176 800,00	742 442,07	434 357,93
86 VIENNE	123 865	1 006 686,84	704 700,00		704 700,00
87 HAUTE-VIENNE	115 447	938 271,31	656 800,00	95 240,66	561 559,34
88 VOSGES	112 556	914 775,32	640 300,00	334 732,65	305 567,35
89 YONNE	103 908	844 490,51	591 100,00		591 100,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	36 728	298 499,13	208 900,00	24 152,17	184 747,83
91 ESSONNE	261 996	2 129 317,62	1 490 500,00	979 276,01	511 223,99
92 HAUTS-DE-SEINE	317 847	2 583 234,92	1 808 300,00	24 401,87	1 783 898,13
93 SEINE-SAINT-DENIS	273 795	2 225 211,52	1 557 600,00	1 075 845,11	481 754,89
94 VAL-DE-MARNE	280 253	2 277 697,56	1 594 400,00	220 178,47	1 374 221,53
95 VAL-D'OISE	231 518	1 881 614,05	1 317 100,00		1 317 100,00
971 GUADELOUPE	97 671	793 800,60	555 700,00		555 700,00
972 MARTINIQUE	102 353	831 852,57	582 300,00		582 300,00
973 GUYANE	23 989	194 965,57	136 500,00	120 677,68	15 822,32
974 RÉUNION	146 104	1 187 429,66	831 200,00		831 200,00
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 344	10 923,08	7 600,00	6 820,22	779,78
976 MAYOTTE	10 692	86 896,99	60 800,00	56 644,07	4 155,93
977 SAINT-BARTHELEMY	1 317	10 703,64	7 500,00	7 050,31	449,69
978 SAINT-MARTIN	4 137	33 622,60	23 500,00	22 530,94	969,06
TOTAL	17 225 913	140 000 000,00	97 999 800,00	26 892 296,96	71 107 503,04

Concours forfait autonomie 2019

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNÉES DISPONIBLES AU 31/12/2018

Montant du concours correspondant au forfait autonomie (arrêté du 21 février 2019)	40 000 000,00 €
Acomptes correspondant à 70% du montant, à verser au 31 mars (article R14-10-42-3 du CASF)	25 286 136,20 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-2 du CASF)

Formule : $Fd = A \times PRAd / \Sigma PRAd$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

Départements	Nombre de places autorisées Données au 31/12/2018	Montant prévisionnel du concours FA		Acompte prévu		Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
		100%	70%	70%	70%		
01 AIN	1 403	455 634,13	318 900,00		17 965,37	300 934,63	
02 AISNE	449	145 815,91	102 100,00			102 100,00	
03 ALLIER	402	130 552,33	91 400,00			91 400,00	
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	309	100 349,93	70 200,00			70 200,00	
05 HAUTES-ALPES	57	18 511,15	13 000,00			13 000,00	
06 ALPES-MARITIMES	1 392	452 061,80	316 400,00			316 400,00	
07 ARDÈCHE	675	219 211,00	153 400,00			153 400,00	
08 ARDENNES	338	109 767,88	76 800,00			76 800,00	
09 ARIÈGE	116	37 671,82	26 400,00			26 400,00	
10 AUBE	510	165 626,09	115 900,00			115 900,00	
11 AUDE	383	124 381,95	87 100,00			87 100,00	
12 AVEYRON	368	119 510,59	83 700,00			83 700,00	
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	3 266	1 060 656,50	742 500,00		302 269,48	440 230,52	
14 CALVADOS	2 241	727 780,53	509 400,00			509 400,00	
15 CANTAL	65	21 109,21	14 800,00			14 800,00	
16 CHARENTE	492	159 780,46	111 800,00			111 800,00	
17 CHARENTE MARITIME	1 150	373 470,60	261 400,00			261 400,00	
18 CHER	626	203 297,91	142 300,00			142 300,00	
19 CORRÈZE	577	187 384,81	131 200,00			131 200,00	
21 CÔTE-D'OR	277	89 957,70	63 000,00		1 226,29	61 773,71	
22 CÔTES-D'ARMOR	831	269 873,10	188 900,00			188 900,00	
23 CREUSE	79	25 655,81	18 000,00			18 000,00	
24 DORDOGNE	1 052	341 644,41	239 200,00			239 200,00	
25 DOUBS	720	233 825,07	163 700,00			163 700,00	
26 DRÔME	615	199 725,58	139 800,00		62 582,78	77 217,22	
27 EURE	2 181	708 295,11	495 800,00			495 800,00	
28 EURE-ET-LOIR	346	112 365,94	78 700,00			78 700,00	
29 FINISTÈRE	468	151 986,30	106 400,00			106 400,00	
30 GARD	853	277 017,76	193 900,00			193 900,00	
31 HAUTE-GARONNE	1 160	376 718,17	263 700,00			263 700,00	
32 GERS	115	37 347,06	26 100,00			26 100,00	
33 GIRONDE	4 554	1 478 943,56	1 035 300,00			1 035 300,00	
34 HÉRAULT	659	214 014,89	149 800,00		65 243,39	84 556,61	
35 ILLE-ET-VILAINE	1 150	373 470,60	261 400,00			261 400,00	
36 INDRE	244	79 240,72	55 500,00			55 500,00	
37 INDRE ET LOIRE	1 457	473 171,01	331 200,00			331 200,00	
38 ISÈRE	2 075	673 870,86	471 700,00			471 700,00	
39 JURA	682	221 484,30	155 000,00			155 000,00	
40 LANDES	193	62 678,11	43 900,00		9 276,54	34 623,46	
41 LOIR-ET-CHER	472	153 285,32	107 300,00			107 300,00	
42 LOIRE	1 882	611 192,75	427 800,00			427 800,00	
43 HAUTE-LOIRE	52	16 887,37	11 800,00			11 800,00	
44 LOIRE-ATLANTIQUE	1 302	422 833,67	296 000,00			296 000,00	
45 LOIRET	875	284 162,41	198 900,00			198 900,00	
46 LOT	655	212 715,86	148 900,00			148 900,00	
47 LOT-ET-GARONNE	663	215 313,92	150 700,00			150 700,00	
48 LOZÈRE	66	21 433,96	15 000,00		1 644,76	13 355,24	
49 MAINE-ET-LOIRE	3 466	1 125 607,90	787 900,00			787 900,00	
50 MANCHE	1 605	521 235,05	364 900,00			364 900,00	
51 MARNE	2 067	671 272,80	469 900,00			469 900,00	
52 HAUTE-MARNE	212	88 848,49	48 200,00		13 662,39	34 537,61	
53 MAYENNE	424	137 696,98	96 400,00			96 400,00	
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 396	778 117,87	544 700,00			544 700,00	
55 MEUSE	366	118 861,08	83 200,00			83 200,00	
56 MORBIHAN	1 418	460 505,48	322 400,00			322 400,00	
57 MOSELLE	2 295	745 317,41	521 700,00			521 700,00	
58 NIEVRE	253	82 163,53	57 500,00			57 500,00	
59 NORD	5 407	1 755 961,32	1 229 200,00			1 229 200,00	
60 OISE	2 518	817 738,23	572 400,00			572 400,00	
61 ORNE	1 061	344 567,22	241 200,00		17 169,76	224 030,24	
62 PAS-DE-CALAIS	3 382	1 098 328,31	768 800,00			768 800,00	
63 PUY-DE-DÔME	725	235 448,85	164 800,00			164 800,00	
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	726	235 773,61	165 000,00			165 000,00	
65 HAUTES-PYRÉNÉES	180	58 456,27	40 900,00			40 900,00	
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	545	176 992,59	123 900,00			123 900,00	
67 BAS-RHIN	960	311 766,76	218 200,00			218 200,00	
68 HAUT-RHIN	1 574	511 167,58	357 800,00			357 800,00	
69 RHÔNE	939	304 946,86	213 500,00		4 230,29	209 269,71	
69 MÉTROPOLE DE LYON	3 362	1 091 833,17	764 300,00			764 300,00	

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2018	100%	70%		
70 HAUTE-SAÔNE	460	149 388,24	104 600,00	73 185,83	31 414,17
71 SAÔNE-ET-LOIRE	2 038	661 854,85	463 300,00	25 431,41	437 868,59
72 SARTHE	2 052	666 401,45	466 500,00	257,11	466 242,89
73 SAVOIE	839	272 471,16	190 700,00		190 700,00
74 HAUTE-SAVOIE	750	243 587,78	170 500,00		170 500,00
75 PARIS	6 656	2 161 582,87	1 513 100,00	750 278,37	762 821,63
76 SEINE-MARITIME	5 513	1 790 385,57	1 253 300,00		1 253 300,00
77 SEINE-ET-MARNE	2 204	715 764,52	501 000,00	21 207,61	479 792,39
78 YVELINES	2 811	912 892,04	639 000,00	381 664,26	257 335,74
79 DEUX-SÈVRES	696	226 030,90	158 200,00		158 200,00
80 SOMME	333	108 144,09	75 700,00	56 864,49	18 835,51
81 TARN	287	93 205,27	65 200,00		65 200,00
82 TARN-ET-GARONNE	135	43 842,20	30 700,00		30 700,00
83 VAR	1 771	575 144,72	402 600,00	10 282,55	392 317,45
84 VAUCLUSE	1 080	350 737,60	245 500,00		245 500,00
85 VENDÉE	1 123	364 702,16	255 300,00	206 014,25	49 285,75
86 VIENNE	1 417	460 180,73	322 100,00		322 100,00
87 HAUTE-VIENNE	485	157 507,16	110 300,00		110 300,00
88 VOSGES	562	182 513,46	127 800,00	15 942,09	111 857,91
89 YONNE	32	10 392,23	7 300,00		7 300,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	120	38 970,84	27 300,00	6 298,71	21 001,29
91 ESSONNE	3 227	1 047 990,97	733 600,00	270 768,42	462 831,58
92 HAÛTS-DE-SEINE	3 175	1 031 103,61	721 800,00	140 731,30	581 068,70
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 163	1 027 206,52	719 000,00		719 000,00
94 VAL-DE-MARNE	3 411	1 107 746,27	775 400,00	80 157,73	695 242,27
95 VAL-D'OISE	2 451	795 979,51	557 200,00	179 408,62	377 791,38
TOTAL	123 169	40 000 000,00	27 999 900,00	2 713 763,80	26 286 136,20